

## Perspectives

Les discussions avec les bailleurs du projet ont abouti à la signature d'un avenant au contrat de financement garantissant le paiement des frais de fonctionnement de l'équipe PNIN jusqu'à la fin de la phase 2, prévue en novembre 2025. De plus, le renouvellement des subventions locales actuelles, la collaboration avec le cluster agriculture de la GIZ et le développement de nouveaux partenariats permettront à la PNIN de poursuivre la mise en œuvre de son plan de travail, pour l'atteinte de ses objectifs et résultats attendus.

Cependant, trois défis majeurs demeurent :

**1. Assurer sa pérennisation institutionnelle remise en question avec la mise en pause de la réforme institutionnelle de l'INS depuis la crise ;**

**2. Trouver une alternative crédible et pérenne au HC3N pour son leadership stratégique ;**

**3. Assurer son financement au-delà de la phase 2.**

## CONTACT

### PNIN-INS

Direction Général  
182 rue de la Sirba  
BP 13416 – Niamey, Niger  
Fax : (+227) 20 72 21 74  
Tél : (+227) 20 72 35 60

### Web

[www.ins.ne](http://www.ins.ne)  
<http://pnin-niger.org>

### E-mail

[ins@ins.ne](mailto:ins@ins.ne)  
[pnin@ins.ne](mailto:pnin@ins.ne)



## ADAPTATION DE LA PNIN AU CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE ACTUEL DU NIGER

- Un travail intense de lobbying pour le maintien des activités
- La réorientation des activités du contrat de financement
- Élaboration et appui à la mise en œuvre de subventions locales
- Mise en œuvre de certaines activités en gestion directe par la GIZ
- Diversification des sources de financement de la PNIN
- Perspectives



## Introduction

Le changement institutionnel intervenu au Niger en juillet 2023 a impacté la mise en œuvre du plan d'action de la Plateforme Nationale d'information pour la Nutrition (PNIN) du Niger. En effet, cette situation a entraîné la suspension de la coopération de certains bailleurs de fonds comme l'Union Européenne et la Coopération Allemande avec le pays. Suite à cela, la PNIN a dû réorienter ses activités et revoir sa stratégie de mise en œuvre. La PNIN a démontré sa capacité à s'adapter pour continuer ses activités malgré deux défis importants qui sont (i) l'impossibilité de recevoir des fonds additionnels de la GIZ et (ii) l'instruction donnée par la GIZ de réduire les interactions avec les nouvelles autorités.

## Un travail intense de lobbying pour le maintien des activités

Pour surmonter ces difficultés, la PNIN a organisé plusieurs réunions avec la Direction Générale de l'Institut National de la Statistique (INS) responsable de la mise en œuvre technique, ainsi qu'avec les responsables du Haut-Commissariat à l'initiative 3N (HC3N) qui assurait le leadership stratégique jusqu'à sa suppression le 9 juillet 2024. La PNIN a également discuté avec les bailleurs de fonds et les divers partenaires (université, société civile, journalistes, secteur privé...) afin de trouver des solutions pour maintenir ses activités. Des notes techniques ont été élaborées et transmises aux autorités et aux bailleurs de fonds pour illustrer la pertinence de la PNIN face aux besoins croissants d'informations dans le contexte socio-politique actuel et pour soutenir la réponse humanitaire à la détérioration anticipée de la situation nutritionnelle, avec le retrait des principaux partenaires du Niger.

## La réorientation des activités du contrat de financement

À l'issue des échanges avec les partenaires et la Direction Générale de l'INS, il a été convenu d'allouer les ressources financières disponibles au fonctionnement de l'équipe.

La PNIN a décidé de se concentrer sur les activités techniques ne nécessitant pas forcément des coûts financiers et de collaboration avec les nouvelles autorités, en particulier la réalisation des analyses et la préparation des policy briefs pour répondre aux questions du Plan Cadre d'Analyse (PCA) 2023-2024. Les activités relatives au cycle de diffusion et de valorisation des résultats ont donc été temporairement suspendues dans l'attente d'un contexte plus favorable.

## Élaboration et appui à la mise en œuvre de subventions locales

Face à l'impossibilité de recevoir des fonds additionnels de la GIZ, il a été décidé de collaborer avec des partenaires d'exécution non gouvernementaux, en l'occurrence les réseaux du mouvement SUN et l'université, qui ont reçu des subventions locales de la GIZ pour financer certaines activités de la PNIN (formation des utilisateurs, prise en charge des questions non prioritaires du PCA, conférences nutrition...).

## Mise en œuvre de certaines activités en gestion directe par la GIZ

Le budget d'une subvention locale est plafonné à un maximum de 100 000 euros et certains partenaires (les réseaux des journalistes et des académiciens) n'y sont pas éligibles. Pour surmonter ces difficultés, la PNIN a établi un partenariat avec le Cluster agriculture de la GIZ pour la réalisation de certaines de ses activités en gestion directe par la GIZ (ateliers de renforcement des capacités, ateliers de consolidation des indicateurs, recrutement des consultants nationaux...).

## Diversification des sources de financement de la PNIN

Avant la crise socio-politique de juillet 2023, la PNIN avait entamé des discussions avec l'UNICEF en vue du financement d'activités complémentaires au plan de travail de la PNIN. Dans le contexte actuel, la PNIN a accentué ces discussions, ce qui a permis la validation du plan de travail conjoint par les deux parties. Étant donné le contexte, l'UNICEF, ne pouvant pas directement verser des fonds à l'INS, est à la recherche de stratégies alternatives pour la mise en œuvre des activités, sous le leadership technique de la PNIN. Une session de formation des utilisateurs de l'information nutritionnelle organisée par la PNIN a été aussi financée par la FAO.

Par ailleurs, la PNIN a obtenu de la Direction Générale de l'INS l'inscription de certaines de ses activités sur le budget national ainsi que le financement d'autres actions via d'autres projets dont bénéficie l'INS comme, par exemple, le Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (PHASAO) financé par la Banque Mondiale.

